

Soungalo Ouédraogo « Une éducation de qualité pour tous »

Mise sur pied en 2006, et co-pilotée par l'OIF (Organisation internationale de la francophonie) et son agence universitaire, l'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres se met au service des enseignants du primaire. Soungalo Ouédraogo, nous en expose les principes.

Continental : L'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (Ifadem) a décerné en avril ses premiers diplômes. En quoi consiste cette initiative ?

→ **Soungalo Ouédraogo :** L'Ifadem est un programme qui vise avant tout à améliorer les compétences des enseignants du primaire dans les pays membres de la Francophonie, pour contribuer à la réalisation de l'un des grands Objectifs du millénaire pour le développement, l'« Éducation pour tous ». Pour garantir une éducation de qualité pour tous, la professionnalisation des enseignants est indispensable.

Quels moyens ont été mis en œuvre pour sa réalisation ?

→ L'initiative, qui en est encore à sa phase pilote, concerne actuellement quatre pays : le Bénin, le Burundi, Madagascar et Haïti. Elle rassemble actuellement près de trois mille instituteurs en formation continue. Pour la

mener à bien, nous nous appuyons sur les technologies de l'information et de la communication (TIC), ce qui nous permet de toucher aussi les zones rurales. Je reviens du Burundi, où nous avons remis des certificats au premier groupe d'enseignants formés à Bujumbura et à Kayenza, dans le nord du pays où, pour palier le manque d'électricité, nous utilisons l'énergie solaire. Au Bénin, sur le site d'Abomey, nous disposons également de plaques solaires pour faire fonctionner le dispositif informatique.

Sur quels critères sélectionnez-vous les pays qui bénéficient de ce programme ?

→ Ces critères sont d'ordre politique et technique. Politique, car sans une volonté de cette nature, on ne peut mettre en place une telle initiative.

Sur le plan technique, nous devons nous assurer de disposer sur place de relais permettant la réalisation du pro-

gramme. Au Bénin, par exemple, nous pouvons nous appuyer sur des radios rurales ou communautaires et sur le campus numérique de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF).

Ne craignez-vous pas que ce programme se substitue aux initiatives des gouvernements en ce qui concerne la formation des instituteurs ?

→ Absolument pas. L'OIF appuie les politiques nationales d'éducation de ses pays membres. En vertu du principe de subsidiarité, nous ne pouvons pas nous substituer aux États, mais nous les accompagnons dans les politiques qu'ils élaborent et dont l'objectif principal est d'atteindre l'éducation pour tous d'ici 2015.

Que répondez-vous à ceux qui reprochent à ce programme de chercher à pérenniser l'usage du français au détriment des langues nationales ?

→ Notre travail ne porte pas que sur le français ! Depuis la Conférence de Libreville, en 2003, où il nous a été demandé de tenir compte des langues nationales dans les systèmes éducatifs, l'OIF a mis en place ce que nous appelons la « *didactique convergente* », c'est-à-dire un système mêlant langue nationale et française. En Afrique, nous avons ainsi choisi cinq langues transfrontalières véhiculaires. Dans ce cadre, nous avons publié un ouvrage, *La Bilinguisme (français/langue nationale)*, qui permet à l'apprenant d'acquérir rapidement les connaissances dans sa propre langue, et aussi de mieux maîtriser le français. ■

Propos recueillis par
Lucien Ahonto



Soungalo Ouédraogo,
directeur de l'éducation
et de la formation à l'OIF.